

PARTIEL 2001

Quelles sont les différences entre œuvre de collaboration et œuvre collective ?

Le programme peut – être une œuvre de collaboration ou une œuvre collective. Dans le cas d'une œuvre de collaboration, elle sera la propriété de tous les auteurs. Alors, toutes les décisions liées nécessitent l'accord de tous les auteurs. Dans le cas d'une œuvre collective, nous sommes face à une œuvre créée à l'initiative d'une personne physique ou morale. Cette personne va l'éditer, la publier et la divulguer. Dans l'œuvre collective, la participation de chacun n'est pas discernable. La propriété appartient à la personne ayant décidée de la création.

Quels sont les droits de l'utilisateur d'un logiciel ?

Le premier droit de l'utilisateur est le droit à une copie de sauvegarde. Ce droit ne peut pas être supprimé par le contrat.

L'utilisateur a le droit d'analyser le logiciel, l'utilisateur a le droit d'étudier le programme pour connaître les idées et principes qui en sont la base.

L'utilisateur a le droit de corriger les erreurs. C'est un droit, mais il peut être limité, voir supprimé, dans le contrat de licence.

Le droit de modifier et adapter le logiciel : sauf clause contraire. Le droit d'accès au code source :

L'utilisateur dispose d'un droit d'utilisation du logiciel dans la grande majorité des cas sous sa forme binaire.

Quels sont les délits de fraude informatiques portant sur les logiciels en dehors de la contrefaçon de logiciel ?

Le délits d'accès frauduleux : C'est le fait d'accéder ou de se maintenir frauduleusement dans tout ou parti d'un système de traitement automatisé de donnée.

Le délit d'entrave c'est le fait de fausser ou entraver le fonctionnement d'un système.

Le délit d'introduction frauduleuse de données, c'est le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système ou de supprimer ou de modifier les données qu'il contient.

Quelles sont les conditions de la brevetabilité d'une invention ?

La loi soumet la brevetabilité d'une invention à trois conditions :

- Elle doit présenter un caractère de nouveauté.
- Elle doit résulter d'une activité inventive.
- Elle doit être susceptible d'une application industrielle.

Classification et conséquences de la classification des inventions des salariés ?

L'invention de mission

L'invention hors mission attribuable

L'invention hors mission non attribuable

Le salarié a le choix de la classification de l'invention. L'employé doit envoyer par écrit à l'employeur la notification de cette invention. Ainsi, nous avons une date, preuve. Soit c'est en écrivant à l'INPI qui elle écrit à l'employeur, soit c'est en envoyant une lettre avec accusé de réception à l'employeur. L'employeur doit répondre sous deux mois, il donne son accord sur la classification, ou il peut ne pas se positionner et demander des infos complémentaires ou enfin, il propose un autre classement. Si les parties ne sont pas d'accord, il faut porter le litige au niveau des tribunaux (tribunaux de grande instance). Si le salarié ne fait pas de proposition ni rien, c'est l'employeur qui se substitue à l'employé et fait un choix de façon unilatéral .

Obligations du propriétaire du brevet ?

Le propriétaire du brevet est obligé de payer les redevances annuelles. Il est aussi obligé d'exploiter l'invention sans quoi, un tiers peut demander à ce que lui soit consenti une licence d'exploitation (et ce pour un délai de 5ans). La demande est faite au tribunal de grande instance.

Que protège la marque et sur quelle durée ?

La marque permet d'empêcher un concurrent de commercialiser un programme dans le même domaine d'application sous une marque identique ou voisine. La marque ne protège pas le contenu mais la marque.

L'enregistrement rend le déposant propriétaire pour 10 ans. Cette durée est renouvelable. Il est possible dans ce délai de renoncer à la marque durant cette période. Si la marque est inexploitée pendant 5 ans, les tribunaux peuvent demander la déchéance de la marque.

Quelles sont les différences entre garanties légales, garanties contractuelles et maintenance ?

- **Légale** : C'est la garantie pour vice caché que tout fournisseur de marchandise doit à son client. Au titre de cette garantie, le client peut invoquer l'annulation de la vente s'il prouve l'existence d'un vice affectant le bien vendu et non apparent au jour de la livraison de celui-ci.
- **Contractuelle** : c'est une garantie facultative et lorsqu'elle est prévue par le fournisseur, elle commence au jour de la réception du bien par le client et a une durée de trois mois à un an pour le logiciel et de six mois à un an pour le matériel.
- **Maintenance** : c'est une garantie payante pour le client, elle est facultative et n'est mise en place que lorsque les deux parties auront signé un contrat de maintenance.

Définition de la maintenance corrective ?

Elle n'intervient qu'en cas de défaillance du matériel, elle comprend en général le diagnostic quant au fonctionnement du matériel et la correction des défauts de fonctionnement. On établit souvent un registre des incidents pour permettre au prestataire d'identifier la panne. Il faut dans le contrat préciser les modalités de la maintenance, souvent on trouve l'obligation par le client d'appeler par téléphone le prestataire qui devra alors intervenir sous x heures.

PARTIEL 2002

Quelle est l'étendue de la protection conférée par le droit d'auteur au logiciel ?

Sur le logiciel, il y a un droit moral : droit de paternité, droit de se dire créateur du logiciel.

Droit patrimonial :

- **Le droit de reproduction** : on entend par reproduction la fixation matérielle de l'œuvre par tout procédé qui permette de la communiquer au public d'une manière directe ou indirecte. Ce droit, avec le logiciel, prend des formes variées. Pour être licite, la reproduction intégrale ou partielle de l'œuvre doit être faite avec l'accord préalable de l'auteur.
- **Le droit de représentation** : il consiste dans la communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque. C'est la présentation de l'œuvre. La représentation intégrale ou partielle de l'œuvre n'est licite qu'après le consentement de l'auteur.

L'auteur peut concéder ces droits par la licence du logiciel, moyennant des redevances à verser.

Quels sont les intérêts de protéger le logiciel par le brevet ?

C'est une protection intéressante car elle permet une certaine sécurité dans l'exploitation du logiciel. On ne se pose pas la question de savoir si l'invention est nouvelle, originale.

Par contre, elle pose des problèmes car la procédure de dépôt demande la description de façon exacte du logiciel. Le logiciel pris isolément ne peut pas bénéficier de la protection. Certains pays

nécessite les licences obligatoire : lorsqu'une invention n'est pas exploitée pendant 5 ans, toute personne peut exiger de se faire attribuer une licence. (La France en fait parti).

Différence entre certificat d'utilité et brevet ?

Pour le brevet Français, c'est le plus simple et le moins chère : soit le déposant peut demander le dépôt pour 20 ans ou le certificat d'utilité Le certificat d'utilité permet la protection pour 6 ans (non reconductible) .

Il n'est pas possible de transformer cela en brevet par la suite.

Que recouvrent les droits du possesseur antérieur ?

Toute personne qui de bonne fois, à la date du dépôt, ou de propriété d'un brevet était en possession de l'invention a le droit à titre personnel d'exploiter l'invention malgré le brevet. C'est utile pour une personne qui fait l'invention mais ne la dépose pas...

Cette personne ne peut pas vendre l'autorisation ni la céder. Pour pouvoir revendiquer, il faut faire la preuve de l'antériorité

Quelles sont les obligations du fournisseur de maintenance ?

Le prestataire a aussi certaines obligations . La fourniture d'une prestation de qualité. Il y a une obligation de moyen, pas de résultat. Remarque : obligation de moyen = mettre tous les moyens en œuvre pour tenter d'aboutir au résultat. Il faut donc que le prestataire se constitue des preuves. Il utilise des bordereaux signés par le client et identifiant le travail effectué.

Constituer un stock suffisant de pièces de rechange et de mettre à jour les documents relatifs au matériel.

PARTIEL 2003

Un logiciel libre peut-il être protégé par le droit d'auteur et dans quelle condition s'exerce cette protection ?

Le logiciel libre sera protégé par les droits d'auteur s'il est original

Quels logiciels sont concernés par le dépôt légal ?

Sont soumis au dépôt légal les progiciels, les bases de données, systèmes experts et autres produits AI dès lors qu'ils sont mis à la disposition du public par la diffusion d'un support matériel. Les logiciels spécifiques sont exclus.

Définition du brevet ?

Le brevet est un titre public délivré par l'INPI, conférant un monopole temporaire d'exploitation à celui qui le révèle, en fourni une description suffisante et complète, et revendique ce monopole.

Il confère un monopole privatif opposable à tous pendant toute la durée où il est maintenu en vigueur et au maximum pendant 20 ans sur un territoire donné.

Intérêts de l'enveloppe Soleau ?

On peut déposer une enveloppe SOLEAU à l'INPI pour 10 € pour 5 ans renouvelables. L'enveloppe comporte deux compartiments, une contenant les codes sources et la deuxième qui nous est retournée comme preuve d'enregistrement.

Quelles sont les différences entre logiciels libres et logiciels propriétaires sur le plan des droits d'auteur ?

Le logiciel libre est une œuvre de l'esprit protégée par les droits d'auteur pourvu qu'il soit original, tout comme le logiciel propriétaire.

L'auteur d'un logiciel libre en autorise le libre usage, contrairement au logiciel propriétaire pour lequel tout ce qui n'est pas autorisé explicitement est interdit.

Les règles du droit d'auteur servent à organiser la libre évolution du logiciel mais cela ne veut pas dire, la liberté de tout faire : le logiciel libre est diffusé dans les conditions définies par la licence et le non-respect de la licence sera donc une contrefaçon. La licence précise souvent que le copyright devra être repris sur chacun des logiciels.

Quelques licences connues : GPL, GNU, NPL.

Le logiciel est-il protégeable par le brevet ?

Les logiciels ne peuvent souvent pas être brevetés pour plusieurs raisons :

- Le caractère de nouveauté est rarement présent dans la mesure où les logiciels reprennent des algorithmes inappropriables et des démarches qui ont déjà été éprouvées par le passé
- Un logiciel n'a pas toujours d'application industrielle

Le brevet n'a pas été retenu comme mode de protection en France car aucune autre juridiction européenne ne l'a fait.

La loi précise que la brevetabilité des logiciels n'est exclue que dans la mesure où ils sont revendiqués en tant que tels : un programme seul ne peut pas être breveté, mais un logiciel qui fait partie intégrante d'une invention peut l'être.

Les dispositifs de protection physiques des logiciels sont-ils tous licites ?

Il y a les dispositifs interdisant la reproduction (clés, verrous) et les dispositifs qui entraînent la destruction des données traitées.

La première catégorie semble être licite car elle permet à l'auteur de défendre ses droits face à une utilisation illicite et donc de se protéger de la contrefaçon. Toutefois, la loi du 10 mai 1994 autorise une copie de sauvegarde que cette protection peut empêcher, il y a donc un dilemme... Les verrous sont donc licites si l'auteur peut fournir une copie de sauvegarde à l'utilisateur.

Le second cas de protection est illicite même si l'utilisateur est averti avant.

Différence entre obligation de résultat et obligation de moyen ?

- Obligation de moyens (obligation de mettre tous les moyens en œuvre pour obtenir le résultat convenu avec l'acheteur) .
- Obligation de résultats (l'auteur ne promet pas qu'il n'y aura pas de bug)

Définition et régime de l'invention du salarié qualifiée d'invention hors mission attribuable ?

C'est l'invention qui, tout en ne relevant pas de dispositions spécifiques du contrat de travail se rattache tout de même à l'activité de l'entreprise et de l'employeur. Ces inventions appartiennent au salarié, mais l'employeur a le droit de se faire attribuer en propriété ou en jouissance tout ou partie des droits attachés à l'exploitation du brevet. Le salarié devra percevoir une compensation.

Quels sont les cas d'extinctions des brevets ?

Il existe 4 causes d'extinctions :

- l'arrivée du terme (au bout de 20 ans)
- la déchéance pour non-paiement des taxes
- la renonciation de son titulaire
- l'annulation du brevet (si un tiers fait un recours d'annulation pour vice de forme ou vice de fond)